

12^e JOURNÉE DE RÉFLEXION SUR L'IMMIGRATION *francophone*

Compte rendu

*Au-delà de l'établissement : les défis de la rétention,
de l'inclusion et de la pleine participation des
immigrants et immigrantes francophones*

21 MARS, 2018

Hôtel Westin, Calgary

Alberta



Immigration, Réfugiés
et Citoyenneté Canada

Immigration, Refugees
and Citizenship Canada



Table des matières

Préambule	3
Accueil de l'animateur.....	3
Discours d'ouverture	3
Panel 1 : Favoriser la cohésion sociale dans un contexte de diversité.....	4
Panel 2 : Mobilité, accueil et rétention : les déterminants d'un parcours migratoire réussi	8
Panel 3 : Participation, engagement et représentativité : visibilité et invisibilité des minorités.....	11
Panel 4 : Regards vers l'avenir : soutenir une francophonie plurielle et inclusive.....	13
Mots de la fin.....	17
Faits saillants de la 12 ^e Journée de réflexion sur l'immigration francophone	18
Notes biographiques des conférenciers et conférencières.....	19
Comité organisateur de la 12 ^e Journée de réflexion sur l'immigration francophone.....	25

12^e journée de réflexion, tenue à Calgary, Alberta, le 21 mars 2018

Au-delà de l'établissement : les défis de la rétention, de l'inclusion et de la pleine participation des immigrants et immigrantes francophones

Préambule

La *Journée de réflexion sur l'immigration francophone* est, depuis douze ans, le rendez-vous annuel incontournable qui permet aux intervenants des milieux universitaires, communautaires et gouvernementaux de faire le point sur l'immigration dans les communautés francophones en situation minoritaire (CFSM) et d'arrimer leurs actions à cet égard.

La *Journée de réflexion sur l'immigration francophone* permet de mettre en lumière les avancées, les opportunités et les enjeux liés à l'immigration francophone; de favoriser des échanges soutenus entre communautés, chercheurs et gouvernements; d'accroître la création, le partage et la diffusion des connaissances nécessaires pour inspirer des actions et stratégies en immigration francophone dans les CFSM.

Les présentations et discussions permettent également d'identifier des priorités de recherche, d'examiner diverses approches de politiques publiques et d'intégrer à l'ensemble des réflexions, les expertises et les rôles des CFSM en matière d'immigration.

La 12^e édition de la *Journée de réflexion sur l'immigration francophone* coïncide avec la *Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale*. Cela nous rappelle que l'accueil et l'établissement ne représentent pas le chaînon final du processus d'immigration. Pour réussir pleinement le projet de l'immigration francophone, il faut travailler également les facteurs de rétention et d'inclusion et éliminer les obstacles à la pleine participation communautaire, citoyenne et civique des immigrants. La Journée se veut un moment propice pour réfléchir sur les défis et les pratiques prometteuses associées aux stratégies communautaires, aux recherches et aux politiques publiques pour construire ce « nous » collectif et inclusif.

La Journée de réflexion sur l'immigration francophone est mise en œuvre par la Fédération des communautés francophones et acadienne (FCFA) grâce à l'appui financier d'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada.

Accueil de l'animateur

Monsieur Inouk Touzin, directeur artistique du Théâtre à PIC de Calgary, accueille les participants. Il reconnaît que les activités de la Journée se déroulent sur le Territoire du Traité no. 7, territoire historique des peuples autochtones. Il explique le déroulement de la journée et communique les directives d'usage. Monsieur Touzin cède la parole à Marc Arnal pour le mot de bienvenue et le discours d'ouverture.

Discours d'ouverture

1. Marc Arnal, président, Association canadienne-française de l'Alberta (ACFA)

Monsieur Marc Arnal souhaite la bienvenue aux participants et exprime sa fierté que la Journée se tienne en Alberta. Il se dit particulièrement heureux que la date choisie coïncide avec la *Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale* et que les thèmes des deux journées se retrouvent si bien alignés.

Le président de l'ACFA souligne le fait que l'évolution démographique à l'immigration du Canada dépend grandement de l'immigration. Il fait référence à la Charte canadienne des droits et libertés en termes de diversité, d'inclusion, de dualité linguistique, de multiculturalisme et de communauté.

Monsieur Arnal reconnaît les progrès accomplis au cours des douze (12) dernières années en immigration francophone. Il rappelle cependant que les cibles établies sont encore loin d'être atteintes et qu'il reste encore beaucoup de travail à faire pour aligner les stratégies gouvernementales, communautaires et celles de la recherche.

Il encourage les participants à prendre des mesures décisives pour assurer une meilleure cohésion sociale, pour mettre en place des conditions de réussite et pour favoriser la participation citoyenne des personnes issues de l'immigration.

Enfin, il souhaite à toutes et à tous une excellente journée de réflexion et de dialogue et les invite à faire en sorte que la réalité de droits devienne une réalité de faits.

2. Jean Johnson, président de la Fédération des communautés francophones et acadienne (FCFA) du Canada

Jean Johnson, président de la FCFA, à son tour, souhaite la bienvenue aux participants dans sa province natale. Il explique l'importance pour la FCFA de pouvoir déplacer *la Journée* dans les provinces et territoires afin de reconnaître et tenir compte des différentes réalités et des diverses ressources des communautés francophones et acadiennes à travers le pays.

Monsieur Johnson souligne les progrès accomplis au cours des dix dernières années. Il mentionne, entre autres, la création de nouveaux services d'établissement, la célébration de la *Semaine nationale de l'immigration francophone*, la récente mise en place d'un premier service d'établissement francophone à Terre-Neuve et Labrador. Ces accomplissements, parmi bien d'autres, sont des gages de l'engagement des personnes présentes qui croient profondément à l'immigration francophone, tout comme les communautés, les chercheurs et les gouvernements et il remercie toutes ces instances pour leurs contributions. L'ensemble de ces démarches permettent aux communautés francophones en situation minoritaire (CFSM) de développer une expertise significative en matière d'immigration.

Le président rappelle que l'immigration francophone est un projet de société qui invite à faire communauté avec tous les membres de cette francophonie plurielle.

Panel 1 : Favoriser la cohésion sociale dans un contexte de diversité

Les projections publiées récemment par Statistique Canada confirment que d'ici 2036, la proportion d'immigrants au sein de la population canadienne sera de 25 à 30 %. L'accroissement de la diversité au sein des CFSM nécessitera, de part et d'autre, une démarche constante de réelle inclusion et de dialogue. Quels sont les éléments constitutifs d'une telle démarche? Quelles sont les avancées réalisées en ce sens et quels sont les défis?

Intégrer les besoins des groupes vulnérables aux politiques publiques

Yves Saint-Germain, Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC)

Monsieur Saint-Germain parle du visage changeant du Canada et met de l'avant des valeurs et des concepts au cœur des politiques du gouvernement canadien soit, la cohésion sociale, l'inclusion, le multiculturalisme, la dualité linguistique et la diversité. Il rappelle que selon les résultats du recensement de 2016, 22 % des canadiens

sont nés à l'étranger, que la population canadienne comporte plus de 250 origines ethniques et qu'un canadien sur cinq (1 sur 5) se considère membre d'une minorité visible.

Ces changements démographiques ont amené et continuent d'amener le gouvernement canadien à mettre de l'avant de nouveaux programmes et à proposer de nouvelles orientations.

Entre autres, IRCC développe présentement un nouveau cadre stratégique pour mieux définir la vulnérabilité de certaines populations immigrantes dans une période de croissance qui se veut inclusive. L'effort vise à identifier et à réduire ou éliminer les obstacles qui rendent certains groupes d'immigrants plus vulnérables. Des obstacles tels qu'une faible compétence linguistique, un bas niveau d'alphabétisation, des lacunes dans les compétences essentielles, l'orientation sexuelle, le genre et les problèmes de santé mentale.

À un moment où la diversité est de plus en plus grande et que l'accès aux services en français n'est pas toujours assuré, il importe de bien suivre l'évolution des groupes vulnérables ou marginalisés au sein des communautés francophones en situation minoritaire (CFSM).

Monsieur Saint-Germain souligne qu'IRCC tient compte du besoin exprimé quant à un parcours francophone. D'importants changements seront annoncés dans les jours qui suivent.

Les francophones en situation minoritaire au Canada : un portrait des enfants issus de l'immigration

Laetitia Martin, Statistique Canada

Madame Martin présente des statistiques et des perspectives sur les enfants francophones de moins de quinze (15) ans qui sont issus de l'immigration. Elle précise que la définition de francophone utilisée dans ce recensement est celle de première langue officielle parlée (PLOP).

Madame Martin présente les faits saillants que l'on peut retenir à partir des données présentées.

Un premier tableau présente une progression historique et indique clairement que la proportion d'enfants francophones issus de l'immigration connaît une hausse importante et que tout porte à croire que la tendance se maintiendra.

Les francophones issus de l'immigration représentent une population relativement jeune, plus jeune que la majorité.

Les enfants sont le reflet de la nouvelle immigration. Bien que l'immigration francophone provenant de l'Europe demeure importante, on voit une augmentation de l'immigration francophone provenant de l'Afrique.

Un enfant francophone issu de l'immigration sur quatre est un enfant de réfugié.

Les enfants issus de l'immigration sont souvent des agents d'intégration linguistique pour les parents.

Enjeux et défis de l'intégration des réfugiés d'expression française à Winnipeg

Fayçal Zellama, Université de Saint-Boniface (Manitoba)

Le professeur Fayçal Zellama et Patrick Noël, professeur adjoint d'histoire, présentent les résultats d'une étude récemment effectuée met en relation la cohésion sociale et la notion d'intégration : l'intégration est une condition sine qua none de la cohésion sociale.

Leur communication intitulée *Cohésion sociale et intégration d'une population vulnérable : le cas de réfugiés congolais à Winnipeg* fait état de l'hypothèse de travail et des dimensions sous lesquelles les données sont réunies :

- la dimension économique;
- la dimension sociale et culturelle;
- la voix des réfugiés;
- la voix des intervenants.

Des lacunes sont notamment soulignées dans les domaines suivants :

Intégration économique

1. Emploi – les emplois disponibles sont souvent à l'extérieur de Winnipeg;
2. Éducation et formation – peu accessibles;
3. Logement – peu abordable et peu disponible;
4. Maîtrise des langues – l'apprentissage de l'anglais dans un milieu francophone.

Intégration socio-culturelle

1. Identité et sentiment d'appartenance à la communauté;
2. Communauté d'accueil;
3. Réseaux communautaires : rôle de l'église et des associations culturelles;
4. Maîtrise des langues officielles.

Les réfugiés congolais risquent de se ghettoïser. Les services sont offerts par des institutions anglophones et francophones. Les ressources ne semblent pas suffisantes pour solutionner les défis de mobilité, par exemple, pour l'emploi ou pour la formation.

Les réfugiés LGBTQIA francophones - enjeux, défis et opportunités

Ronald Dieleman, coordonnateur, FrancoQueer (Ontario)

Monsieur Dieleman présente brièvement l'organisme FrancoQueer établi à Toronto en Ontario.

Depuis 2006, la mission de FrancoQueer est de regrouper et de représenter les personnes LGBTQIA d'expression française et leurs alliés en Ontario puis de leur offrir des activités, des services et des programmes adaptés, ainsi que des moyens de célébrer leur diversité dans une ambiance francophone.

En 2014, FrancoQueer produit une étude intitulée *Évaluation des besoins des immigrants et réfugiés LGBTQIA en Ontario*.

Avec la collaboration et l'appui du gouvernement provincial de l'Ontario, FrancoQueer met sur pied le Carrefour des immigrants FrancoQueer, un programme d'aide à l'établissement et à l'intégration pour les réfugiés et nouveaux arrivants LGBTQ d'expression françaises. Les services incluent :

- Un accompagnement individuel;
- Une orientation vers les services de santé, permis de travail, logement, formation, emploi, etc. ;
- Des ateliers de découverte de la culture canadienne;
- Des groupes d'échange sur la santé physique, sexuelle et mentale;
- Une mise en relation et un jumelage avec d'autres membres de la communauté.

Monsieur Dieleman fait part des enjeux et des besoins pour les réfugiés et les nouveaux arrivants ainsi que des enjeux pour son organisation en termes de :

- Services et support en santé mentale et en services sociaux;
- Espaces sécuritaires et inclusifs pour les LGBTQ;
- Appui aux groupes racialisés;
- Ressources pour l'organisation.

Enfin, il partage ce qu'il voit comme des opportunités et des avantages mutuels pour les réfugiés, les nouveaux arrivants et le Canada :

- L'enrichissement du pays avec des nouveaux arrivants LGBTQ francophones et professionnels;
- L'intégration des étudiants internationaux LGBTQ;
- La contribution à l'atteinte de la cible de 5%;
- La participation à la vie économique et culturelle du pays;
- Le renforcement de la diversité;
- La liberté, la dignité et fierté.

Discussions

La discussion porte d'abord sur la recherche sur les réfugiés congolais de Fayçal Zellama. Une intervenante avance que les réfugiés qui ont été pris en charge par les services francophones ont eu un taux de réussite et d'intégration plus élevé que ceux qui ont été servis par des fournisseurs anglophones. Ceux-ci ne tiennent pas compte du référencement à faire vers les organismes francophones.

Les immigrants qui s'établissent dans les plus petits centres ont souvent de meilleurs succès que ceux qui se retrouvent dans des grands centres urbains. Cependant, les nombres sont moins importants et ne génèrent pas suffisamment d'appui financier ni d'infrastructures.

La mobilité est un enjeu primordial pour accéder à l'emploi (les emplois sont souvent en région) et l'éducation. Les organismes francophones font des efforts louables mais n'ont pas toujours les infrastructures requises. Pourquoi certains services à certaines clientèles spécifiques ne sont pas disponibles partout au Canada? Par exemple, les LGBTQ, les étudiants internationaux ou les demandeurs d'asile. Les services de FrancoQueer sont financés par le gouvernement provincial? N'y a-t-il pas lieu d'en tirer des leçons pour une meilleure coordination des sources de financement?

IRCC fait présentement une cartographie des services d'établissement disponibles et des populations admissibles pour mieux répondre à leurs besoins spécifiques.

Un participant se pose la question à savoir s'il faut revoir les stratégies mises en place afin de mieux atteindre les résultats visés. Entre autres, y a-t-il lieu de fournir un revenu garanti pour faciliter les démarches d'intégration de la personne immigrante?

Panel 2 : Mobilité, accueil et rétention : les déterminants d'un parcours migratoire réussi

Est-il raisonnable de restreindre les facteurs de rétention à l'accès à l'emploi et à la réussite professionnelle? Les aspirations des immigrants et des immigrantes sont souvent multiples et complexes et les déterminants de la rétention peuvent l'être tout autant.

Quelles sont les stratégies développées par les communautés francophones pour s'adapter à une diversité grandissante et favoriser la rétention des immigrants? Ce panel cherche à mieux saisir les facteurs qui influencent les parcours migratoires des nouveaux arrivants d'expression française.

De Sherbrooke à Brooks : du récit de vie à l'action sociale

Roger Parent, Université de l'Alberta

Les récits de vie captés dans le documentaire *De Sherbrooke à Brooks*, produit en 2016 relate le parcours de vie de quatre (4) réfugiés africains francophones qui ont fait l'expérience d'un corridor migratoire entre Sherbrooke au Québec et Brooks en Alberta.

Les récits de vie sont proposés ici comme un moyen de faire du sens de la décision d'immigrer et d'être un catalyseur d'un climat d'empathie et de médiation interculturelle.

Il permet de comprendre, grâce au travail du Centre francophone de Brooks, les conditions essentielles pour réussir son parcours migratoire c'est-à-dire :

- Un accompagnement psychosocial et un soutien approprié aux familles;
- Un milieu sécuritaire;
- Un emploi à la hauteur de ses compétences;
- L'espoir de la réussite scolaire des enfants;
- L'éducation en français;
- La médiation culturelle par l'entremise des passeurs culturels;
- L'action sociale;
- La visibilité accrue dans l'espace social.

Migrations et immigrations francophones dans les territoires: entre communauté d'accueil et communauté d'accueillis

Christophe Traisnel, Université de Moncton (Nouveau-Brunswick)

Monsieur Traisnel expose les résultats d'une recherche récemment réalisée sur le recrutement, l'installation et la rétention des immigrants et migrants francophones dans les trois territoires canadiens.

Il souligne quelques particularités de cette francophonie boréale :

- Petite population dispersée sur un très grand territoire surtout dans trois grands centres;
- Présence historique et actuelle des communautés autochtones;
- Plusieurs langues officielles.

Le chercheur présente les faits saillants de l'étude :

- Au Yukon, Territoires du Nord-Ouest et Nunavut : singularité d'une société d'accueil boréal et d'une communauté de mobiles;
- Les communautés d'accueil composées d'accueillis;
- La réalité autochtone et francophonie venue d'ailleurs;
- L'importance de la mobilité;
- Le projet de repartir un jour.

Quels francophones s'y installent ?

- Des jeunes en âge de travailler;
- De langue maternelle française... mais pas seulement. Bilingues, utilisant beaucoup l'anglais à la maison... et pas mal de « francophiles » (diplômés);
- Nés ailleurs au Canada ou à l'extérieur, mais très souvent avec une expérience canadienne préalable ;
- Travaillant dans certains secteurs particuliers et surtout en anglais;
- Plus diplômés que la moyenne territoriale; surtout en sciences sociales et l'éducation;
- Ont étudié ailleurs et d'abord au Québec;
- Et qui disposent sur place d'un revenu moyen très supérieur au reste du Canada (moins au Yukon, plus au Nunavut).

Qu'est-ce qui les fait venir, rester ou partir ?

- Raisons fortes de l'installation: expérience professionnelle, expérience personnelle, revenu;
- Raisons fortes d'une installation durable: « Appel du Yukon », reconnaissance professionnelle, polyvalence et acquisition rapide d'expériences diverses, niveau du revenu;
- Raisons fortes du départ: poursuite de la carrière professionnelle, volonté de « rentrer » (famille, amis), isolement, éloignement, manques, climat, fin du projet. Autres raisons liées à l'emploi, au contexte, à la langue et à la communauté.

Indicateurs composites de la vitalité des communautés : outil de recrutement et de rétention des immigrants francophones

Sarah Boily, Patrimoine canadien

Madame Boily présente un premier outil développé par Patrimoine canadien pouvant être utiles aux efforts d'attraction et la rétention des immigrants dans les CFSM.

Les indicateurs composites de vitalité communautaire peuvent être utilisés pour appuyer les orientations politiques et les stratégies de développement communautaire. Si développés et appliqués avec succès, ils peuvent appuyer le développement asymétrique des politiques fondées sur des données probantes.

Lorsqu'ils sont appliqués, les indicateurs composites démontrent la vitalité relative des CFSM à travers le pays, contribuant ainsi à l'identification des communautés présentant une vitalité variant de très faible à très élevée selon différentes dimensions retenues.

Pour les communautés qui présentent une vitalité élevée, il est possible d'essayer d'identifier une explication à leur statut afin de potentiellement favoriser le développement dans d'autres communautés qui démontrent un statut inférieur.

Pour les communautés qui affichent une faible vitalité, il est possible de chercher à identifier les facteurs qui influencent de façon négative la vitalité.

Il pourrait être question alors de déterminer quels acteurs, le cas échéant, peuvent jouer un rôle pour influencer un indicateur afin que la vitalité d'une communauté soit renforcée.

Indicateurs de vitalité : Neuf familles d'indicateurs

1. Vitalité démographique
2. Vitalité démo-linguistique
3. Vitalité socioéconomique
4. Diversité socioculturelle
5. Présence dans les professions et industries clés
6. Complexité géo-spatiale
7. Vitalité institutionnelle
8. Proximité institutionnelle
9. Présence de bureaux fédéraux

Ces indicateurs peuvent aider à identifier les bonnes pratiques, les défis et les opportunités.

Madame Boily expose ensuite un deuxième outil. Celui-ci porte sur un projet d'innovation en langues officielles où seize (16) prototypes d'une application mobile pour faire connaître les services en français dans une région ont été développés par des jeunes lors d'un «hackathon» *Accès franco 2018* qui a duré trente-six (36) heures.

Programme pilote de rétention des étudiants internationaux (PRÉI)

Bénédicte N'Dri, Centre d'accueil et d'accompagnement francophone des immigrants (CAFI), Nouveau-Brunswick

Madame Bénédicte N'Dri présente le projet, son objectif en lien avec le contexte et énumère les parties prenantes du projet.

Conformément aux objectifs du projet pilote d'immigration au Canada atlantique, le PRÉI offre l'occasion aux diplômés et étudiants internationaux francophones d'avoir de meilleures chances de réussite professionnelle dans le Grand Moncton grâce à l'amélioration de leurs compétences linguistiques en anglais, à la formation professionnelle et aux activités d'intégration socio-économique et de jumelage.

Les partenaires clés du projet : le gouvernement provincial du Nouveau-Brunswick, l'Association multiculturelle du Grand Moncton (MAGMA), Opportunités Nouveau-Brunswick (ONB), la ville de Moncton, Partenariat local en matière d'immigration, Services humains de l'Atlantique, l'Université de Moncton et le Collège communautaire du Nouveau-Brunswick (CCNB).

Les composantes du PRÉI :

- Préparation à l'emploi grâce au programme de Compétences essentielles offert par la province;
- Formation linguistique en anglais avec l'Association multiculturelle du Grand Moncton;
- Orientation professionnelle, élaboration du curriculum vitae et autres services individuels d'accompagnement en recherche d'emploi par Services humains de l'Atlantique;
- Réseautage avec les employeurs, salons d'emploi, etc.;
- Intégration sociale et jumelage, adaptation à la communauté.

Madame N'Dri présente ensuite plusieurs informations sur le projet. Par exemple :

- Il y a plus de 1 000 étudiants internationaux francophones dans le Grand Moncton et des centaines graduent à chaque année;
- Fournir une formation additionnelle aux étudiants internationaux francophones permet de répondre aux besoins de main d'œuvre de la région en retenant une partie des diplômés;
- Le projet comprend trois cohortes par année de 12 à 15 participants;
- Cours de langue et cours en ligne au moins une fois par semaine;
- Formation sur les compétences essentielles au travail une fois par semaine;
- Intégration et formation à l'emploi : activités une fois par mois ou plus selon les besoins;
- Jumelage : tous les participants sont associés à une famille bilingue ou anglophone pour favoriser l'intégration sociale et améliorer la maîtrise de la langue anglaise;
- Durée du programme : minimum de 10 à 12 heures par semaine pendant une période de 12 semaines.

Discussions

Les discussions suivant les présentations portent sur la valorisation potentielle de la qualité d'accueil dans les petits centres, accueil qui peut être davantage personnalisé et fait sur mesure.

Certains intervenants fournissent une réflexion sur le besoin de prudence et d'éthique dans les discussions sur la rétention. Pour certains immigrants, le plan d'immigration ou de migration inclut le départ et le retour au lieu d'origine. La mobilité des francophones dans les CFSM est également une force à ne pas négliger et cette mobilité nourrit aussi la diversité dans les CFSM.

Une intervenante partage son expérience comme étudiante internationale et déplore le fait que les critères d'admissibilité des services d'établissement ne permettent pas de prendre en charge les étudiants internationaux. Les étudiants internationaux francophones représentent un potentiel important pour les CFSM. Le Nouveau-Brunswick reconnaît l'importance de ce segment d'immigration et y voit de sérieux avantages. La province finance directement le projet pilote.

Panel 3 : Participation, engagement et représentativité : visibilité et invisibilité des minorités

La participation des nouveaux citoyens d'expression française au milieu communautaire est de plus en plus manifeste et elle est valorisée. Cependant, exercer pleinement sa citoyenneté nécessite un engagement dans l'ensemble des sphères de la société, tout comme l'inclusion requiert la représentativité. Ce panel examine les facteurs qui influencent la participation communautaire, civique et politique des personnes issues de l'immigration. Les intervenants et intervenantes partagent leurs réflexions sur les pratiques favorisant une pleine participation des immigrants et des immigrantes d'expression française.

Ce panel répond à un format particulier. À partir d'une mise en contexte présentée par Elke Laur, ministre de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion (MIDI) du Québec, les autres participants se présentent brièvement et engagent un dialogue entre eux et avec les personnes dans la salle qui veulent bien intervenir.

Comment appréhender la participation des minorités ethnoculturelles à la société?

Madame Laur présente la stratégie pour mesurer la participation des Québécois des minorités ethnoculturelles aux différentes sphères de la vie collective.

La stratégie part du principe qu'une participation réussie résulte d'un partage d'engagement mutuel de la personne et de la société dans son ensemble.

L'espace participatif comprend à la fois l'engagement de la personne et la prédisposition de la société avec une barème de faible à fort.

Les dimensions de la participation peuvent être démographiques, économiques, linguistiques, communautaires, citoyennes, identitaires et culturelles.

Madame Laur souligne l'importance du bénévolat, encadré ou non encadré, dans le processus d'intégration qui permet d'évoluer de façon progressive, à son rythme, en tissant des liens et en créant son propre réseau de soutien.

Le rapport de recherche du groupe de travail qui a développé la stratégie est disponible au site web du ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion (MIDI) du Québec¹.

Discussions

L'animateur invite les autres membres du panel à parler de leurs sphères d'intervention, de leurs préoccupations et comment ils et elles veulent aborder le thème de ce panel.

Anique Montambault, Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC) informe les participants que le Ministère œuvre présentement à l'élaboration d'un nouveau guide de préparation au test de citoyenneté canadienne. L'élaboration du nouveau guide a nécessité beaucoup de consultations et a permis de tisser des liens avec plusieurs composantes de la société canadienne. Entre autres, le guide se veut inspirant pour les immigrants en racontant des histoires et en mettant en valeur les contributions des immigrants à l'essor des communautés et du pays.

Evelyne Kemajou, Programme de l'Immigrant en Alberta (PIA) parle de l'importance de créer des espaces sécuritaires d'échange pour les immigrants et d'adopter une approche proactive pour attirer et inclure les immigrants dans ces espaces tout en les invitant à contribuer à la vie socioéconomique et culturelle de la communauté. La contribution des immigrants à la communauté doit être également être valorisée. Il faut également un grand respect de la diversité. Il faut faire attention à la terminologie afin de ne pas exclure de façon non intentionnelle par exemple, communauté ethnoculturelle versus communauté francophone.

Kassim Doumbia, conseiller municipal, Municipalité de Shippagan (Nouveau-Brunswick) s'identifie comme un néo-acadien. Son intégration dans la communauté s'est faite par l'entremise des emplois qu'il a occupés de même que par son engagement sur le plan communautaire et sur le plan politique. Plusieurs conditions doivent être réunies avant que l'immigrant s'engage dans la communauté. Le logement, l'emploi, le soutien à la famille sont des besoins de base. Lorsque ces conditions sont réunies, l'immigrant peut plus facilement contribuer de façon active à sa communauté. C'est dans l'échange et le dialogue que nous allons tous ensemble bâtir la mémoire collective pour l'avenir.

Rym Ben Berrah, militante issue de l'immigration (Ontario) raconte son parcours d'immigration et de migration de l'Algérie à l'Ontario en passant par la Tunisie et le Québec. Elle siège au conseil d'administration de l'Assemblée de la francophonie de l'Ontario et au comité consultatif de la Première ministre de l'Ontario. Il y a un besoin de

¹ Laur, Elke. Mesure de la participation des Québécoises et Québécois des minorités ethnoculturelles. Rapport. 2016 <http://www.midi.gouv.qc.ca/fr/recherches-statistiques/etudes-recherches.html>.

se retrouver en réseau, d'avoir accès à des informations ciblées et vulgarisées pour faciliter son intégration. Souvent cette information peut être transmise par les personnes qui sont arrivées avant nous et qui ont acquis une certaine expérience.

Discussions

Une réflexion sur l'importance des mots est engagée : Quand est-ce que l'on cesse d'être immigrant À quel moment est-ce que je deviens celui qui accueille et qui donne ?

Les besoins des immigrants sont variés et diversifiés. Les systèmes sont souvent monolithiques et les systèmes ont tendance à ne voir que des catégories où tous ont les mêmes besoins et on applique les mêmes solutions. Les parcours et les expériences sont plus nuancés et les interventions doivent souvent être différenciés.

Des intervenants rappellent l'importance du respect, de la suspension des jugements et de l'importance du dialogue pour mieux comprendre les réalités de chacun.

Certains soulèvent l'apport des immigrants dans la réflexion sur l'immigration francophone. Devraient-ils être davantage appelés à contribuer à la réflexion et à la conceptualisation des processus et des systèmes à mettre en place ?

D'autres proposent de réfléchir au bien-fondé d'intégrer la dynamique de la diversité et de l'immigration dans des formations pour les immigrants mais aussi pour la communauté d'accueil. Par exemple, des cours de civisme et de citoyenneté pour favoriser la réflexion et le dialogue.

L'inclusion doit se faire à la périphérie mais aussi et avant tout dans le centre, par exemple, par le biais des conseils d'administration et la direction des organismes. On note par ailleurs que les nouveaux arrivants sont trop souvent aux prises avec des besoins fondamentaux tel que le logement, l'emploi, la reconnaissance des diplômes, etc.

Une personne suggère la production d'un guide du nouvel arrivant francophone. D'autres intervenants témoignent de pratiques réussies en particulier avec et auprès de la jeunesse par le biais de bénévolat. Une étudiante de Brooks est venue rendre hommage à l'approche du Centre francophone de Brooks qui l'a accueillie et l'a soutenue.

Un intervenant émet le souhait que les immigrants puissent être célébrés plutôt qu'acceptés.

Panel 4 : Regards vers l'avenir : soutenir une francophonie plurielle et inclusive

Panel 4 : Regards vers l'avenir : soutenir une francophonie plurielle et inclusive

En se basant sur les discussions de la Journée, les intervenants et intervenantes ont réfléchi aux approches et aux actions à imaginer et à mettre en œuvre pour l'épanouissement d'une francophonie plurielle et inclusive. Quels sont les aspects à prendre en considération pour orienter les recherches futures, les politiques publiques et les initiatives communautaires en immigration au sein de communautés francophones de plus en plus diversifiées?

Alain Dupuis, Fédération des communautés francophones et acadienne (FCFA) du Canada

Alain Dupuis rappelle d'abord aux participants que plusieurs progrès ont été accomplis au cours des dernières années en matière d'ouverture et d'inclusion. Il partage quelques résultats de sondages effectués par la FCFA sur

la représentativité au sein de 86 organismes francophones (répondants). Le sondage a révélé que les personnes issues de l'immigration forment respectivement 40 % des ressources humaines et 33% des bénévoles des organismes communautaires francophones.

Monsieur Dupuis signale qu'il faut atteindre une masse critique d'au moins 30 % pour assurer que la culture et les processus organisationnels soient transformés pour refléter l'expérience, l'expertise et le dynamisme de la communauté inclusive.

Le directeur général de la FCFA préconise de passer des paroles aux gestes avec une stratégie pan canadienne d'inclusion qui inclut la lutte au racisme et à la discrimination, le renforcement des études postsecondaires comme lieux d'accueil et d'interaction de la jeunesse francophone, l'éducation des communautés d'accueil sur la francophonie, son histoire et son développement.

Dans cet esprit il faut reconnaître les diverses modalités de la minorisation : genre, orientation sexuelle, compétences linguistiques, etc. et prévoir des stratégies pour assurer une inclusion qui n'est pas limitée.

Avec un sens d'appartenance fort, des organismes qui travaillent de façon positive, des services d'appui *par et pour* les francophones, les communautés ont une opportunité exceptionnelle qu'il ne faut pas manquer.

Raymond Thériège, Commissaire aux langues officielles du Canada

Monsieur Thériège rappelle aux participants que l'immigration est une responsabilité partagée au Canada et que les décisions prises en vertu de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* doivent être conformes à la Charte canadienne des droits et libertés, notamment en ce qui a trait aux principes de la protection contre la discrimination et de l'égalité des deux langues officielles. Les décisions prises doivent soutenir l'engagement du gouvernement du Canada à favoriser l'épanouissement des minorités francophones et anglophones du Canada.

Le Commissaire dit vouloir construire sur quatre (4) principes de ses prédécesseurs :

1. L'immigration doit contribuer à maintenir, voire à augmenter, le poids démographique des communautés francophones en situation minoritaire au Canada;
2. Les politiques et les programmes d'immigration fédéraux, provinciaux et territoriaux doivent être conçus et adaptés pour répondre aux besoins en matière de recrutement, d'intégration et de rétention des immigrants francophones spécifiques aux différents contextes des communautés francophones en situation minoritaire au Canada;
3. De solides partenariats fédéral-provinciaux-territoriaux-communautaires et des stratégies à long terme sont nécessaires pour que l'immigration vienne appuyer le développement et la vitalité des communautés francophones en situation minoritaire;
4. Les gouvernements doivent se doter d'un cadre d'évaluation et de reddition de comptes pour mesurer les progrès réalisés et assurer l'atteinte des objectifs en matière d'immigration dans ces communautés.

Il regrette que le gouvernement canadien n'ait pas encore atteint les cibles visées. Il voit cependant de l'espoir dans la collaboration renforcée du gouvernement canadien et des gouvernements des provinces et des territoires comme en fait foi le plan d'action adopté au mois de mars 2018.

Une approche collaborative est essentielle au succès de l'immigration francophone.

Le Commissaire s'engage à suivre de près l'annonce du plan d'action pluriannuel sur les langues officielles, à collaborer avec le secrétariat aux langues officielles d'IRCC et à surveiller de façon prioritaire la mise en œuvre du plan d'action.

Corinne Prince, Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC)

Madame Prince rappelle qu'aujourd'hui est une journée de réflexion et elle en profite pour partager quelques pensées.

La communication est très importante dans le domaine de l'immigration francophone. IRCC a mis en place plusieurs initiatives mais, peut faire encore mieux. Les modifications à *Entrée express*, à *Mobilité francophone* et la nouvelle définition plus inclusive de l'immigrant d'expression française commencent à avoir des effets positifs sur le nombre de candidats francophones et bilingues qui soumettent une demande.

Les gouvernements des provinces, des territoires et fédéral doivent travailler plus étroitement ensemble. L'établissement et l'intégration sont des priorités pour le ministère IRCC et pour le gouvernement canadien.

Madame Prince souligne que le travail d'établissement n'est pas un travail habituel de «9 à 5». Elle en profite pour valoriser et remercier les intervenants sur le terrain. L'accès à un emploi n'est pas suffisant pour assurer l'inclusion et la participation des immigrants dans les CFSM. Il faut mobiliser l'ensemble des ressources dans des communautés accueillantes, dynamiques et inclusives

Elle signale que le Ministre annoncera prochainement la création d'un Conseil des jeunes et elle souhaite que les jeunes francophones en milieu minoritaire y soient représentés.

Elle croit :

- que les régions rurales représentent des opportunités incroyables en termes d'accueil;
- qu'il faut combler les écarts en matière de services spécifiques pour les femmes immigrantes francophones;
- que les projets futurs de recherche doivent porter sur au moins deux sujets :
 - les étudiants internationaux : la sélection, l'intégration et la rétention;
 - les centres en dehors des centres urbains.

Aurélie Lacassagne, Université Laurentienne, Ontario

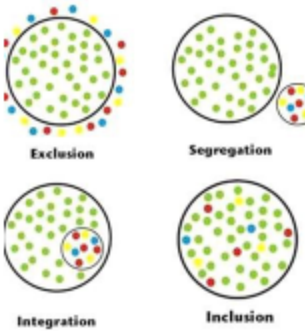
La présentation de M^{me} Lacassagne intitulée *Réflexions critiques concernant l'avenir de la recherche sur l'immigration francophone au Canada* propose cinq domaines de recherche

1. Entreprendre un travail sémantique et conceptuel
2. Développer un questionnement éthique sur la langue
3. Travailler dans des perspectives comparées
4. Cibler trois groupes : les familles, les personnes racialisées, les personnes âgées
5. Changer de paradigme : mettre au cœur de nos préoccupations les cultures franco-

Entreprendre un travail sémantique et conceptuel

- Notre discours passe de **l'intégration** à **l'inclusion** ce qui indique une transformation mutuelle.
- L'expression «gestion de la diversité» suppose qu'il y a un problème à résoudre
- Les immigrants de 2^e et 3^e génération. Quand cesse-t-on d'être un immigrant ?
- Une francophonie inclusive et plurielle :

Inclusive et plurielle



« Parce que par exemple nous commençons à peine de concevoir qu'il est **grande barbarie à exiger** d'une communauté d'immigrés qu'elle « s'intègre » à la communauté qui la reçoit. **La créolisation n'est pas une fusion**, elle requiert que chaque composante persiste, même alors qu'elle change déjà. L'intégration est un rêve centraliste et autocratique. [...]. Un pays qui se créolise n'est pas un pays qui s'uniformise. La cadence bariolée des populations convient à la diversité-monde. **La beauté d'un pays grandit de sa multiplicité** ».

(Édouard Glissant, *Poétique IV*, p.210)

Développer un questionnement éthique sur la langue

Les langues françaises du Canada. Les langues françaises du monde. Au-delà des accents.

Travailler dans des perspectives comparées :

- Entre les francophonies canadiennes. Au sein de la francophonie internationale dans son ensemble
- Ne pas travailler SUR les communautés francophones mais POUR les communautés francophones
- Mobiliser, partager, transférer les connaissances, pratiques réussies, histoires à succès

Cibler trois groupes : les familles, les personnes racialisées, les personnes âgées :

- Les familles : unité sociale fondamentale, rôle des mères immigrantes
- Les personnes racialisées : recherche sur le racisme et la discrimination envers les francophones noirs
- Les personnes âgées : rôle social et économique, vieillissement de la population immigrante, santé et services sociaux

Changer de paradigme qui permet de passer de communauté linguistique à communauté culturelle. La culture, c'est une grammaire du vivre-ensemble, un ensemble de codes et de comportements et c'est la mission primordiale, fondamentale de l'école de la transmettre et de la nourrir.

- Enseigner nos cultures francophones;
- Contribuer, par la recherche, à la refonte en profondeur des curriculums et de la formation des enseignants.

Pour une école citoyenne qui fait la promotion de la démocratie culturelle.

Discussions

Une intervenante déplore la disparité dans le processus d'accès à la résidence permanente en ce qui a trait au test de compétence linguistique en français et en anglais. Il y a un accès restreint au test d'évaluation de français (TEF), les coûts sont plus élevés que le *Programme canadien d'évaluation du niveau de compétence linguistique en anglais* et les délais d'attentes pour obtenir les résultats du TEF sont plus importants. Les tests sont corrigés en France. Elle propose que les nouveaux tests soient faits au Canada par des canadiens. La disparité freine l'intégration des immigrants francophones et fausse les données relatives à l'immigration francophone.

Madame Prince (IRCC) annonce aux participants que des mesures ont été prises pour changer cette situation et que, pour les nouveaux tests, les coûts seront semblables.

Les conseils scolaires francophones expriment leur engagement envers le succès de l'immigration francophone. Ils veulent collaborer et faire partie de la solution.

Des intervenants rappellent à IRCC et aux participants l'importance de continuer à investir dans les services d'établissement francophones, de renforcer les capacités des organismes à faire leur travail et de promouvoir des réflexions et le dialogue autour des phénomènes tels que le racisme et la discrimination.

Mots de la fin

Daniel Mills, champion des langues officielles IRCC

Monsieur Mills remercie la FCFA pour la coordination de cette 12^e Journée de réflexion sur l'immigration francophone. Il remercie également les participants pour des réflexions riches en idées et en émotions. L'objectif de la Journée est bien atteint, selon lui. Il assure les participants qu'il prend au sérieux son rôle de champion des langues officielles au sein de IRCC et qu'il est très fier d'assumer cette fonction. Il s'engage à collaborer avec le Commissaire aux langues officielles et à continuer de promouvoir les deux langues officielles au sein d'IRCC.

Jean Johnson, président de la FCFA

Jean Johnson exprime en mots clés ce que les discussions et les rencontres ont inspiré chez lui : *humanité, espoir, optimisme, inspiration, intégration, recherche*. Il rappelle que l'immigration est d'abord et avant tout un acte humain, qu'il faut humaniser ce qu'on fait. Le président remercie les participants, les membres des panels, l'animateur et les membres du comité organisateur.

Faits saillants de la 12^e Journée de réflexion sur l'immigration francophone

1. L'immigration francophone est à une croisée des chemins avec notamment, le nouveau Plan d'action sur les langues officielles et le lancement historique d'un plan d'action fédéral, provincial, territorial.
2. Il faut compléter la cartographie des services d'établissement avec une attention particulière aux régions rurales et petits centres.
3. Au sein des CFMS, la réussite de l'immigrant francophone dépasse la notion de son intégration économique.
4. Les collectivités doivent renforcer leurs capacités pour être plus accueillantes et plus inclusives.
5. Les minorités visibles et les personnes vulnérables issues de l'immigration ont des besoins spécifiques auxquels il faut s'assurer de répondre.
6. Le discours peut avoir une influence sur la réussite de l'immigration francophone par exemple, parler d'inclusion plutôt que d'intégration.
7. Les projets de recherche éventuels doivent porter notamment sur ;
 - a. la sélection, l'intégration et la rétention des étudiants internationaux;
 - b. l'immigration dans les centres en dehors des centres urbains.
 - c. le travail sémantique et conceptuel (discours)
 - d. le besoin d'un questionnement éthique sur la langue
 - e. la nécessité de travailler dans des perspectives comparées
 - f. la recherche ciblant trois groupes : les familles, les personnes racialisées, les personnes âgées
 - g. le changement de paradigme : mettre au cœur de nos préoccupations les cultures francophones

Notes biographiques des conférenciers et conférencières

Rym Ben Berrah, militante issue de l'immigration (Ontario)

Rym Ben Berrah est une jeune femme immigrante franco-ontarienne aussi passionnée qu'engagée. Diplômée du collège *La Cité* en relations publiques, elle est actuellement étudiante en communications sociales et en études de conflits à l'Université Saint-Paul (Ottawa), où elle a été élue pour représenter les étudiant(e)s du premier cycle au Sénat de l'Université ainsi que représentante de sa faculté. Militante dans plusieurs domaines, elle s'intéresse notamment à l'immigration francophone, à l'insécurité linguistique, à la communauté LGBTQIA+, à la violence faite aux femmes ainsi qu'à la lutte contre l'islamophobie. Durant ses années à *La Cité*, elle a siégé aux conseils d'administration du collège et de son association étudiante, ainsi qu'à la Fédération canadienne des étudiantes et étudiants. Elle a aussi été vice-présidente de l'organisme provincial FrancoQueer et a siégé au conseil d'administration du Calacs Francophone d'Ottawa en plus de coprésider le Regroupement étudiant franco-ontarien. En 2016, elle est élue représentante de la région de l'Est ontarien à l'Assemblée de la Francophonie de l'Ontario et en 2017, administratrice au conseil d'administration du Théâtre La Catapulte. La même année, elle est nommée membre du Conseil Jeunesse de la première ministre de l'Ontario. Au niveau international, elle est ambassadrice de l'Ontario au Centre de la Francophonie des Amériques. Elle siège au conseil d'administration de cette organisation pour y représenter sa province. Elle est aussi ambassadrice à One Young World, un organisme de jeunes leaders internationaux. Elle a été sélectionnée au début 2018 pour faire partie du cabinet qui organise la prochaine édition du Parlement francophone jeunesse des Amériques 2018. Rym est récipiendaire du Prix Saphir 2015 dans la catégorie « Politique », du Prix de la Francophonie 2015, décerné par l'honorable Madeleine Meilleur et l'Office des affaires francophones de l'Ontario, ainsi que du Laurier décerné à la « Nouvelle arrivante de l'année » de l'édition 2016 des Prix Bernard-Grandmaître.

Sarah Boily, directrice des relations interministérielles et de la responsabilisation, Direction générale des langues officielles, Patrimoine canadien

Sarah est directrice des relations interministérielles et de la responsabilisation à la Direction générale des langues officielles du ministère du Patrimoine canadien. Elle fait partie de la fonction publique fédérale depuis plus de 16 ans et possède plus de 9 ans d'expérience dans la sphère des langues officielles. Elle a une expérience diversifiée dans les domaines de la réglementation, de la conformité, de l'élaboration de politiques et de la recherche. Dans le cadre de ses diverses expériences aux langues officielles, elle a notamment été responsable de suivre et de contribuer à l'élaboration des politiques du domaine du développement économique et de l'immigration francophone. Plus tôt dans sa carrière, elle a été gestionnaire dans la Direction des politiques et des communications du Commissariat aux langues officielles. Elle a été responsable des dossiers de promotion des deux langues officielles et de l'interaction entre la diversité culturelle et la dualité linguistique. Les travaux d'appui à la stratégie interministérielle de sa Direction s'intéressent notamment à l'immigration francophone pour contrer la baisse du poids démographique des communautés de langue officielle en situation minoritaire et contribuer à l'enrichissement culturel du Canada.

Ronald Dieleman, coordonnateur, FrancoQueer (Ontario)

Ronald Dieleman est coordonnateur du programme d'établissement et d'intégration des immigrants, immigrantes et réfugié(e)s francophones de la communauté LGBTQIA à FrancoQueer, une organisation sise à Toronto. Il a oeuvré dans le développement communautaire en Haïti en plus de travailler à Montréal ainsi qu'en enseignement au Manitoba. Ronald possède plus de dix ans d'engagement comme bénévole dans la communauté francophone de Toronto, à titre de secrétaire de l'Assemblée de la francophonie de l'Ontario (AFO) à Toronto, de secrétaire et président de FrancoQueer, d'administrateur au conseil d'administration de la Société d'histoire de Toronto et de membre du comité provincial communautaire du 400e de la présence française en Ontario. Il occupe actuellement le poste de vice-président d'Action positive. Dans ces rôles, il a

assuré des liaisons et des partenariats avec des agences et des organismes communautaires. En 2017, il a participé à un panel sur le soutien et l'installation des réfugié(e)s LGBTQIA au Canada lors de la conférence nationale sur les droits des personnes LGBTQIA de Fierté Canada à Montréal.

Kassim Doumbia, conseiller municipal, Ville de Shippagan (Nouveau-Brunswick)

Kassim Doumbia est surveillant des Services et Programmes de Logement pour le Ministère du Développement Social. Au service du ministère, il supervise une équipe de 12 personnes qui voit à améliorer les conditions de vie des familles et des personnes à faible et moyen revenu en offrant des logements abordables, en administrant des programmes axés sur le développement de milieux de vie sains et sécuritaires et en misant sur des services de qualités. Soucieux d'aider sa communauté et sa collectivité à s'épanouir, à s'ouvrir à la diversité, et à se développer, Kassim travaille activement avec les acteurs clefs de la communauté afin d'assurer une meilleure qualité de vie aux citoyens et un développement économique durable. Élu pour la première fois en 2012 comme conseiller municipal de la Ville de Shippagan et nommé maire adjoint en 2016, il devient le premier Néo-Acadien à accéder à un tel poste. Il est impliqué à plusieurs niveaux dans sa communauté à titre de membre du Conseil des gouverneurs de l'Université de Moncton, Vice-président du conseil d'administration de comité communautaire de Uni Coopération Financière, Président du conseil d'administration du Comité d'accueil, d'intégration et d'établissement des nouveaux arrivants de la Péninsule acadienne. Kassim oriente ses champs d'expertise et d'interventions en développement économique et communautaire, auprès de la jeunesse, en francophonie, en planification stratégique et organisationnelle. Kassim est marié avec Karine et il est père de 2 jeunes filles de 8 et 6 ans. De plus, Kassim est titulaire d'une maîtrise en administration des affaires (2006) et d'un baccalauréat en informatique appliquée (2003).

Alain Dupuis, directeur général, Fédération des communautés francophones et acadienne (FCFA) du Canada

Originaire de Sudbury, Alain Dupuis est à la tête de la Fédération des communautés francophones et acadienne (FCFA) du Canada depuis mai 2017. Ses priorités incluent le resserrement des liens entre les organismes de la francophonie canadienne, la croissance de l'immigration francophone et la participation accrue des jeunes et de la diversité au sein des communautés francophones et acadiennes. Auparavant, il occupait le poste de directeur général du Regroupement étudiant franco-ontarien (RÉFO), où il a joué un rôle de premier plan dans la création d'une université franco-ontarienne. Il a également occupé la vice-présidence de l'Association des communautés francophones d'Ottawa (ACFO) et a été membre du groupe de coordination de l'initiative Ottawa bilingue. Alain Dupuis est titulaire d'un baccalauréat en science politique de l'Université d'Ottawa et d'une maîtrise en Affaires publiques et internationales de l'Université de Montréal.

Evelyne Kemajou, directrice générale, Programme de l'Immigrant en Alberta (PIA)

Originaire du Cameroun, Evelyne Kemajou est titulaire d'une Licence ès sciences économiques et d'un certificat en études financière et bancaires. Elle a eu une brillante carrière professionnelle au sein de plusieurs institutions camerounaises et internationales avant de s'installer au Canada en 2008. C'est à Calgary qu'elle fonde le Portail de l'Immigrant en Alberta (PIA), organisme à but non lucratif qui offre une gamme de services et programmes qui répondent aux besoins de la communauté francophone dans toute sa diversité. Directrice générale au sein de cet organisme, Evelyne Kemajou est reconnue au sein de la francophonie albertaine pour son engagement et son leadership. Son travail au sein du PIA pour promouvoir la diversité culturelle et l'épanouissement des nouveaux arrivants francophones dans leur société d'accueil a été récompensé par l'Association canadienne française de l'Alberta (ACFA) en 2010 quand le PIA a gagné le Prix Impact régional, une distinction qui reconnaît la contribution des organismes à l'épanouissement de la francophonie albertaine. En 2011, Evelyne participe en qualité d'étudiante à la 2e édition de l'université d'été sur la francophonie des Amériques. En 2012, Evelyne reçoit une fois de plus de l'ACFA le Prix Dulari-Prithipaul, l'honorant ainsi pour son engagement en tant qu'immigrante au sein de la communauté francophone de l'Alberta. Très active dans son milieu, Evelyne Kemajou siège au conseil d'administration de plusieurs organismes tant francophones qu'anglophones.

Aurélie Lacassagne, professeure, Université Laurentienne (Ontario)

Aurélie Lacassagne a obtenu une licence en Langues étrangères appliquées (anglais et russe) de l'Université François Rabelais (Tours, France). Elle est diplômée de l'Institut d'études politiques de Grenoble et elle a reçu son doctorat en science politique de Sciences Po Bordeaux. Elle est actuellement professeure agrégée de science politique à l'Université Laurentienne (Sudbury, Ontario). Française d'origine, elle a immigré à Sault-Ste-Marie/Bawating en 2001 et habite Sudbury depuis 2004 où elle élève ses deux filles. Elle a siégé sur plusieurs conseils d'administration d'organismes franco-ontariens à Sudbury et collabore régulièrement avec Radio-Canada. Son plus récent ouvrage est paru en 2017 aux Éditions Prise de parole et s'intitule : *Perspectives créoles sur l'identité et la culture franco-ontariennes. Essai sur une prise de parole*. Théoricienne de formation, ses recherches portent sur les théories sociales, les problématiques identitaires et les cultures de diverses communautés minorisées.

Elke Laur, directrice de la recherche et de la statistique, Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion (MIDI) du Québec

Elke Laur a fait ses études à la Sorbonne à Paris, à l'Université libre de Berlin en Allemagne et au Québec, où elle a obtenu son doctorat en sociolinguistique à l'Université de Montréal en 2001. Chercheure à l'Office québécois de la langue française de 2001 à 2009, elle travaille depuis au Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion à Montréal. Ses champs d'expertise couvrent notamment la perception et les attitudes linguistiques et ethniques, la norme linguistique et les analyses statistiques. Elle est actuellement directrice du Service de la recherche et de la statistique.

Laetitia Martin, analyste, Centre de la statistique ethnoculturelle, langue et immigration, Statistique Canada

Laetitia Martin est analyste au centre de la statistique ethnoculturelle, langue et immigration à Statistique Canada. Elle détient un baccalauréat ainsi qu'une maîtrise en sociologie de l'Université de Montréal. Elle œuvre dans le domaine des statistiques de l'immigration depuis plus de 10 ans. Au cours de sa carrière à Statistique Canada, elle a participé à l'amélioration des processus de traitement et d'imputation des données d'immigration, dont notamment l'ajout de la catégorie d'admission aux données du Recensement de 2016. Outre l'immigration, ses principaux champs d'intérêt touchent la qualité des données, les inégalités sociales et la catégorisation ethnoculturelle.

Anique Montambault, directrice adjointe de la politique de citoyenneté, Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada

Anique Montambault est directrice adjointe de la politique de citoyenneté à Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC), et elle est responsable de diriger l'élaboration des politiques stratégiques au sein du Programme de citoyenneté. Après avoir terminé sa maîtrise en politiques publiques à l'Université Carleton, elle a joint les rangs de la fonction publique fédérale en 2005, après avoir été inspirée par le travail de M. Howard Duncan et du groupe Metropolis et par la suite au sein de Citoyenneté et Immigration Canada. Lorsqu'elle ne fait pas de ski de fond dans le parc de la Gatineau, Anique songe à la façon dont nous pouvons mettre à contribution les nouveaux arrivants et tous les Canadiens en vue de fonder des collectivités inclusives, tout en favorisant un sentiment d'appartenance et d'attachement au Canada.

Bénédicte N'Dri, coordonnatrice, Centre d'accueil et d'accompagnement francophone des immigrants (CAFI), Nouveau-Brunswick

Bénédicte N'Dri est coordonnatrice du programme de rétention des étudiants internationaux, une initiative multipartite au Nouveau-Brunswick. Elle a œuvré pendant près d'une dizaine d'années en développement philanthropique dans le secteur de l'enseignement postsecondaire. Elle a notamment occupé le poste de directrice du développement philanthropique pour la Faculté des sciences et de génie de l'Université Laval avant

de devenir la directrice générale de la Fondation du Cégep de Trois-Rivières au Québec. Bénédicte N'Dri est titulaire d'une maîtrise en administration des affaires (MBA) en gestion internationale et d'un diplôme d'études supérieures spécialisées (DESS) en relations publiques, tous deux obtenus à l'Université Laval au Québec. Elle détient également un diplôme d'ingénieur d'affaires de la KEDGE Business School en France ainsi qu'un diplôme d'études universitaires générales en mathématiques et informatique appliquées aux sciences de l'Université de Bourgogne en France. En rejoignant les rangs du Centre d'accueil et d'accompagnement francophone des immigrants du Sud-Est du Nouveau-Brunswick (CAFi) en juin 2017, elle combine son intérêt pour l'éducation postsecondaire à celui de la gestion de la diversité culturelle.

Roger Parent, professeur émérite, Université de l'Alberta

Natif de l'Ouest canadien, Roger Parent a fait ses études supérieures en littérature et en études théâtrales à l'Université Laval. Passionné par les phénomènes de culture et de communication au sein de sociétés dites pluralistes, il a travaillé ensuite comme journaliste à Radio-Canada et a complété une formation professionnelle en théâtre à l'École Jacques Lecoq à Paris. Ses fonctions de professeur-chercheur au Campus Saint-Jean, Université de l'Alberta, lui ont permis d'approfondir les enjeux de l'expression artistique et culturelle de communautés marginalisées, y compris celle des milieux d'expression française au Canada. Ses publications lui ont mérité de nombreuses distinctions académiques et gouvernementales. En collaboration avec la Société Radio-Canada Ouest et ACCESS Television, il a également développé une série de documentaires sur les conflits de culture, série qui a connu des diffusions nationales et internationales en français et en anglais, et qui a servi de ressource pédagogique à la formation interculturelle au Canada, en Europe et en Australie. En tant que professeur émérite, Dr. Parent poursuit cette consolidation de la recherche académique et des pratiques artistiques et pédagogiques par l'entremise de l'écriture dramatique et cinématographique. Son premier documentaire pour l'ONF, *De Sherbrooke à Brooks*, a remporté le Prix spécial du jury au 33^{ème} Festival international de cinéma Vues d'Afrique à Montréal en 2017. Il continue à collaborer activement avec des organismes communautaires et des milieux d'éducation postsecondaires à des initiatives de formation interculturelle et d'action sociale.

Corinne Prince, directrice générale, Direction générale de l'intégration et du Bureau d'orientation relatif aux titres de compétences étrangers, Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada

Corinne est arrivée à Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC) il y a neuf ans. Elle occupait alors le poste de directrice générale du Bureau d'orientation relative aux titres de compétences étrangers (BORTCE). Depuis janvier 2013, elle est la directrice générale de la Direction générale de l'intégration et du BORTCE à IRCC, un rôle qui lui a permis de tisser de nouveaux liens avec des partenaires de l'établissement partout au Canada. D'octobre 2007 à décembre 2008, Corinne a occupé le poste de directrice générale à la Direction de l'intégration au marché du travail, à RHDSC, où elle s'occupait du Programme de reconnaissance des titres de compétences étrangers, de la mobilité de la main-d'oeuvre, du portail sur l'immigration « Se rendre au Canada » ainsi que de la Division des compétences et de l'information sur le marché du travail (Classification nationale des professions, information sur les professions et recherche sur les compétences essentielles). En 1985, Corinne a obtenu un baccalauréat en sciences sociales de l'Université d'Ottawa puis, en 1991, un baccalauréat en droit de l'Université de Calgary. Corinne a grandi dans le Nord de la Saskatchewan et elle habite maintenant à Chelsea (Québec) avec ses deux enfants.

Yves Saint-Germain, directeur, Politiques langagières, CFSM, mesure du rendement, Direction générale des Politiques de l'établissement et de l'Intégration, Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada

M. Yves Saint-Germain œuvre depuis 2006 au ministère de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté (IRCC). Il est directeur, responsable des politiques langagières, de l'appui aux communautés francophones minoritaires et de la mesure du rendement pour le programme. Ses tâches comprennent de cogérer avec ses collègues le programme national d'établissement qui appuie l'intégration à court et à long terme des immigrants

à travers le pays. M. Saint-Germain est plus spécifiquement responsable de la composante du programme d'établissement de la formation linguistique pour les immigrants adultes (English as a Second Language-Français Langue Seconde). Ceci comprend d'établir les priorités de programme et les standards nationaux appuyant l'offre de cours de langues (*Language Instruction for Newcomers to Canada (LINC)/Cours de langues pour les immigrants au Canada (CLIC)*); de développer des approches de formation à distance et en ligne; de renforcer les mesures d'évaluation des apprentissages des apprenants, et enfin de soutenir la communauté de pratique des professeurs de langue seconde (tutela.ca). M. Saint-Germain travaille aussi avec les différents gouvernements provinciaux et territoriaux à titre de président du Forum fédéral-provincial-territorial sur la formation linguistique et du Comité aviseur national sur la formation linguistique. Ses responsabilités incluent aussi un troisième volet sur la reddition de compte et la mesure du rendement pour le programme d'établissement qui comprennent l'allocation des fonds du programme aux tierces parties qui assurent la livraison des services aux immigrants.

Raymond Thériage, commissaire aux langues officielles, Commissariat aux langues officielles

La nomination de Raymond Thériage à titre de commissaire aux langues officielles du Canada est entrée en vigueur le 29 janvier 2018. Fort d'un doctorat en linguistique de l'Université McGill au Québec, d'une maîtrise ès arts en linguistique appliquée de l'Université d'Ottawa, en Ontario, et d'un baccalauréat en histoire du Collège universitaire de Saint-Boniface, au Manitoba, Raymond Thériage a occupé plusieurs postes d'importance avant son arrivée au Commissariat aux langues officielles dont celui de recteur et vice-chancelier de l'Université de Moncton au Nouveau-Brunswick et divers postes de haut fonctionnaire au Manitoba et en Ontario. Son expérience en ce qui touche les communautés de langue officielle en situation minoritaire est particulièrement notable. Il possède par ailleurs une vaste expérience dans le milieu universitaire, ce qui l'a amené à travailler un peu partout au Canada. M. Thériage est reconnu pour ses publications dans le domaine des langues officielles pour les communautés en situation minoritaire. Enfin, M. Thériage a siégé à plusieurs conseils d'administration, notamment celui de l'Association des collèges et universités de la francophonie canadienne et celui de l'Agence universitaire de la Francophonie. Il a occupé les postes de directeur général de la Société franco-manitobaine et de président-directeur au Centre d'études franco-canadiennes de l'Ouest.

Christophe Traisnel, professeur, Université de Moncton (Nouveau-Brunswick)

Christophe Traisnel est Professeur agrégé de science politique et directeur adjoint de l'École des hautes études publiques de l'Université de Moncton. Diplômé des universités de Montréal (Ph. D Science Politique), Paris II (D. Science politique) et Lille II (M. Droit public et M. Science Politique), il a consacré sa thèse de doctorat à l'analyse comparative du nationalisme de contestation en Belgique et au Canada. Il poursuit ses recherches sur l'immigration, la reconnaissance des minorités, les francophonies canadiennes et la francophonie internationale. Il a récemment publié un article dans la revue *Hermès*, « La Francophonie, entre langue partagée et espace de négociation politique ». Il est l'auteur des ouvrages *Le français en partage*, *Timée éditions*, et *Francophonie, francophonisme : groupe d'aspiration et formes d'engagement* (LGDJ - Panthéon-Assas).

Fayçal Zellama, professeur, Université de Saint-Boniface (Manitoba)

Fayçal Zellama (Ph.D.) est professeur agrégé d'économie et de gestion à l'Université de Saint-Boniface où il est directeur de l'École d'administration des affaires et siège au Sénat et au bureau des gouverneurs. Économiste de formation, il détient un doctorat en relations industrielles, spécialisation en politiques publiques (Université de Montréal). Il est aussi conseiller en ressources humaines agréé (CRHA). Il a une longue expérience de recherche dans les domaines de l'emploi et du développement des compétences de la main-d'œuvre incluant les immigrants par choix et les réfugiés. Il s'intéresse aux questions de l'accueil et de l'intégration des immigrants dans les CLOSM au Manitoba. En 2016-2018, il a mené l'étude sur l'établissement et l'intégration de réfugiés d'expression française à Winnipeg et Saint-Boniface. Actuellement, il étudie les trajectoires des demandeurs d'asile provenant des États-Unis. Ses dernières publications portent sur le recrutement et la rétention de la

main-d'œuvre spécialisée en milieu minoritaire francophone (2018) et sur le développement des compétences de la main-d'œuvre (deux ouvrages tome 1 et tome 2, 2016). Il a obtenu plusieurs subventions pour la recherche sur les programmes et les politiques publiques pour le compte du Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale et Emploi-Québec (MESS), la Commission des partenaires du marché du travail (CPMT), l'Institut de recherche Robert-Sauvé (IRSST) et le Centre de recherche interuniversitaire sur la mondialisation et le travail (CRIMT). Il participe à de nombreuses équipes de recherche et à la formation de chercheurs dans différentes disciplines. Il siège sur plusieurs conseils d'administration des organisations économiques, de santé et communautaires.

Comité organisateur de la 12^e Journée de réflexion sur l'immigration francophone

- Chedly Belkhoja : professeur et directeur de l'École des affaires publiques et communautaires, Université Concordia
- Christophe Traisnel : Professeur, École des hautes études publiques, Université de Moncton
- Sarah Boily: directrice, direction des politiques et recherche, direction des responsabilisations et des relations interministérielles, Patrimoine canadien (PCH)
- Michel Labelle : Secrétariat des langues officielles/ Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC)
- Marie-Eve Filteau: Analyste principale, Politiques d'intégration au sein des communautés francophones minoritaires, direction générale des Politiques de l'établissement et de l'Intégration, Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC)
- Nicolas Garant : Analyste de politiques, Recherche et évaluation/ Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC)
- Hervé Steclebout : directeur de La Cité des Rocheuses et du nouveau Centre d'accueil francophone à Calgary
- Secrétariat national de la Fédération des communautés francophones et acadiennes du Canada (FCFA)